



Message alerte

Le Gouvernement du Burundi doit dissoudre l'entreprise « Bimenye Burundi Communication Center « BBCC » » impliquée dans la propagation des discours de la haine.

3 décembre 2022

L'organisation SOS Torture Burundi est profondément préoccupée par le phénomène de propagation des discours de haine en ligne par des lanceurs d'alerte comme « Bimenye Burundi Communication Center « BBCC » qui risque d'occasionner des crimes contre cibles parmi lesquelles figurent les Défenseurs des Droits de l'Homme au Burundi.

Le cas emblématique de l'entreprise BBCC, une entreprise de communication agréée par le pouvoir de Gitega, érigée en outil du pouvoir pour diffuser le discours de la haine, est particulièrement alarmant.

Elle est implantée sur tout le territoire national avec des antennes provinciales et communales. Elle est agréée sur le numéro comme entreprise de communication sous le numéro RCN N°28190/20 avec NIF 4001567439 depuis 2020.

Cette entreprise de communication a plusieurs programmes dont celui d'aider les Burundais à apprendre de l'histoire pour se lancer vers le développement en tenant compte du passé afin d'éviter de replonger dans les mêmes erreurs.

A travers ce programme, elle produit une émission dénommée « Bimenye ntaco bitwaye » littéralement en Français (Sachez-le, il n'y a pas d'inconvénients). Cette émission est selon cette organisation un espace pour renforcer l'éducation, la citoyenneté et le patriotisme en s'appuyant sur l'histoire du monde et du Burundi. Les émissions sont diffusées à travers les groupes WhatsApp et les autres canaux de communication de cette entreprise.

Les informations contenues dans ces émissions sur le passé douloureux du pays sont déformées et s'attaquent clairement à une composante sociale que compte le Burundi, les Batutsi dit les Bahima par l'animateur principal de cette émission, le nommé Thaddée Nzigamasabo.

L'organisation SOS Torture Burundi déplore qu'une entreprise de communication agréée par le pouvoir continue à œuvrer sur le territoire du Burundi en diffusant des discours de la haine sans s'inquiéter.

En effet, les enseignements dispensés par BBCC ne font que raviver les démons des divisions interethniques sources des conflits et guerres entre les Burundais.

Puis, le silence des autorités politiques et publiques fait penser que l'entreprise a une bénédiction du pouvoir ou une complicité si on considère ses antennes ouvertes sans entraves dans toutes les provinces du pays et l'impact à court, moyen et long terme de sa propagande haineuse sur les jeunes qui reçoivent ces enseignements de l'histoire tronquée.

Vu les conséquences des discours de la haine qui sont véhiculés par la BBCC, l'organisation recommande :

- Au gouvernement :
 - ✓ De retirer l'agrément à l'entreprise de communication BBCC
 - ✓ De suivre de près les enseignements dispensés par la BBCC
 - ✓ De fermer toutes les antennes de la BBCC au Burundi
 - ✓
 - Au Conseil National de la Communication (CNC) :
 - ✓ De prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter la diffusion des messages de la haine par BBCC.
-

ANNEXE

CONTENU DE L'EMISSION DIFFUSÉE SUR PAR BBCC

Attaque de BBCC à l'association de lutte contre le génocide, AC-Génocide CIRIMOSO

L'association AC-Génocide, engagée dans la lutte contre le génocide au Burundi, section Suède, a organisé, en octobre 2022, la commémoration du 29^{ème} anniversaire du Génocide de 1993 à travers Zoom. Cette commémoration animée par le journaliste Bonfis Niyongere a vu la participation de plusieurs personnes qui ont fait des témoignages sur ce qui s'est passé à partir de la nuit du 21 octobre 1993.

Après la réunion zoom, BBCC s'est attaqué à l'organisation AC-Génocide Cirimoso, au journaliste Bonfis Niyongere et à Dr Nkurunziza Emmanuel, Président de la section AC-Génocide Cirimoso, Canada par des propos injurieux et haineux à caractère ethnique.

Quel est le message de BBCC à travers l'audio émis par Thaddée Nzigamasabo ?

A travers une audio de 25min47 sec, le représentant légal de l'entreprise BBCC, s'est présenté comme le défenseur des lanceurs des discours de la haine bien connus sur les réseaux sociaux comme Nduwimana Kenny Claude et lui-même.

Il se vante de figurer parmi des hutus qui ne cachent pas la vérité, ce qui, selon lui n'était pas habituel pour les Burundais :

Thadée Nzigamasabo précise que depuis longtemps, ce sont les soi-disant défenseurs des droits de l'homme qui monopolisent les médias, c'est-à-dire, les leaders de toutes les organisations de la société civile pour faire croire que ce sont eux qui sont capables de défendre les des droits humains.

Il évoque même le cas d'une personne, sans préciser le nom, qui a dit que les hutus ne sont pas capable de travailler dans les ONG car ils ne sont pas capables de s'impliquer dans l'éducation à la paix.

Il mentionne qu' à travers l'émission Bimenye ntaco bitwaye, «BBCC » évoque événements douloureux de l'histoire du Burundi depuis l'indépendance, en dénonçant exactions commises par les « hima »¹ et leurs noms qui se sont considérés comme les Batutsi pour prendre des quotas dans la constitution.

Thadée Nzigamasabo, attribue à ces Défenseurs des droits de l'homme, qu'il qualifie globalement de « les petits fils de Simbananiye² » des propos menaçant selon lesquels ils vont casser les mâchoires des animateurs de « BBCC » alors que l'objectif est, selon lui, de mettre la vérité en lumière et éviter que les Burundais ne retombent dans les mêmes histoires.

Il poursuit en prétendant que c'est pour cela aussi qui fait que Kenny Claude Nduwimana soit haï car dit-on dans son émission « **ça s'est passé quand ?** » (Vyabaye ryari ?),il va à la source et mener des investigations sur les tueries et quand elles ont eu lieu. Pour lui, ce qui aiderait les institutions du pays à savoir quand les événements se sont déroulés, à connaître les dirigeants de cette période et les responsables des tueries pour que la vérité éclate au grand jour, une vérité qui les réconciliera les Burundais et permettrait de vivre en paix ».

Il accuse les responsables de l'AC-Génocide, qui, lors d'un forum international, ont appelé au lynchage de Kenny Claude Nduwimana et lui-même dans le sens de les faire taire car ils les contredisant.

¹ A noter qu'il y a amalgame entre l'ethnie Tutsi et un clan Tutsi des Bahima, auquel appartenaient les trois ex-présidents militaires tutsi qui ont dirigé le Burundi à savoir le Capitaine Michel Micombero (1966-1976), le Colonel Jean-Baptiste Bagaza (1976-1987) et le Major Pierre Buyoya (1987-1993) et (1996-2003)

² Arthémon Simbananiye était ministre des Affaires Etrangères sous le régime de Micombero et il est accusé par des Hutu d'avoir conçu un plan d'élimination systématique des Hutu en 1972, des événements qualifiés de génocide par le CVR.

Thadé Nzigamasabo considère qu'après cet appel, des milliers de Burundais ont fait la sourde oreille, c'est qui étonne positivement, a-t-il conclu.

Pour lui, malgré ces menaces, BBCC » continue à dire la vérité publiquement et même ceux qui l'empêcher de parler savent qu'elle dit la vérité malgré leur hostilité

Quels sont les objectifs de ceux qui veulent taire Thaddée Nzigamasabo et ses acolytes selon BBCC ?

Selon Thaddée Nzigamasabo, pendant la période de l'indépendance, le Prince Louis Rwagasore et le premier ministre Ngendandumwe Pierre ont été assassinés mais il n'y avait pas de personne comme Thaddée Nzigamasabo pour parler de ce qui s'est passé. Ceci a permis aux ennemis de la nation de prendre de force le parti UPRONA.³

A cette époque, il n'y a pas de chiens de garde qui les empêchent d'arriver à leur objectif et ils ont compris que prendre le parti seul ne suffit pas.

Le groupe des himas a pris la décision de prendre tout le pouvoir depuis la base jusqu'au sommet et ont planifié de tuer tous ceux qui ne sont pas de leur ethnie.

En 1965, ils l'ont fait, en 1969 et en 1972. Ils ont exterminé tous les diplômés, les commerçants et les élèves et les chiens de garde qui ont tenté de dénoncer ce qui se passait ont été châtiés et les Burundais n'ont pas eu connaissance de cela que plus tard. Explique-t-il ».

Il est revenu sur les tueries de 1969 et 1972 où, selon lui, les planificateurs pensaient qu'il n'y aura plus de revendications partage du pouvoir et de lanceurs d'alerte ou la pression de la communauté internationale. Et d'expliquer cela :

« Depuis le pouvoir de Micombero, tous ceux qui prennent la retraite sont embauchés dans les ONG internationales et organismes de l'ONU et ont toujours la capacité d'influencer l'opinion pour faire obstacle à toute personne qui tenterait d'expliquer les crimes qu'ils ont commis dans le passé. C'est pourquoi même « BBCC » essaie d'utiliser les plates formes de communication actuelles malgré leurs menaces de nous en empêcher car ils considèrent qu'ils ont toutes les forces nécessaires.

De sa part, il reconnaît que cette force de leurs détracteurs résulte de la désunion des lanceurs d'alertés comme « BBCC » et les autres, mais cela ne signifie pas qu'ils vont renoncer à leur lutte.

Il est revenu sur le journaliste Bonfis Niyongere qu'il accuse de tenir le discours de la haine comme ceux qui ont pris la parole au cours du forum organisé par AC-GÉNODIE CIRIMOSO.

³ Le parti UPRONA (Union pour le Progrès National) a lutté pour l'indépendance du pays en 1962. Son leader, le Prince Louis Rwagasore a été assassiné le 13 octobre 1961 après sa victoire aux élections législatives du 18 septembre 1961.

En concluant, il a dit que les lanceurs d'alerte comme lui ne sont pas aimés à cause de leur appartenance ethnique hutu dont ils sont supposés être porte-paroles. Il affirme que ces lanceurs d'alerte sont menacés de mort par le groupe supposé être piloté par le président de AC-GÉNOCIDE CIRMOSO, Canada, Emmanuel Nkurunziza et le journaliste animateur du Forum, Emmanuel Nkurunziza de l'AC-Génocide Canada car leur voie reste indélébile, ajoute-il.